

Prise de parole de la Fédération FO de l'Enseignement (FNEC-FP-FO)

au rassemblement du 25 janvier 2024
devant l'Inspection académique de Vaucluse

La Fédération FO de l'Enseignement (FNEC-FP-FO) avec 230 délégués (AESH, professeurs, médecins scolaires, infirmiers) réunis en conférence nationale le 7 novembre dernier ont appelé à la grève pour manifester à Paris, ce jeudi 25 janvier, sous les fenêtres de la ministre Oudéa-Castéra.

Nous sommes donc rassemblés, ici, devant la Direction académique, en soutien à la manifestation nationale où une vingtaine de collègues enseignants et AESH du Vaucluse sont présents aujourd'hui pour dire au gouvernement Macron et à sa ministre Oudéa-Castéra :

- **STOP à la maltraitance institutionnelle et à l'inclusion systématique et forcée !**
- **droit de tous les élèves à un enseignement adapté à leurs besoins et difficultés !**
- **retrait de l'acte 2 de l'école inclusive !**
- **un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH**

Sur le terrain, au quotidien, personnels et élèves sont en souffrance parce que des enfants se voient refuser un accueil dans un établissement adapté à leurs besoins spécifiques et sont donc scolarisés par défaut en classe ordinaire sans bénéficier des aides éducatives et/ou médicales dont ils ont besoin.

Ces enfants à besoins éducatifs particuliers sont les premières victimes de cette maltraitance institutionnelle.

Dans de nombreux établissements scolaires, cette situation génère une violence insupportable au quotidien comme l'expriment les nombreuses Fiches du registre Santé et Sécurité au Travail voire de Danger grave et imminent adressées au Directeur académique.

Comment notre employeur peut-il laisser perdurer ces situations qu'il connaît parfaitement et qui expriment la grande souffrance de ces enfants à besoins éducatifs particuliers, conduisant à la souffrance de tous, AESH, enseignants et autres élèves des classes.

Que font la ministre, le recteur et le Directeur Académique ? Que fait le Président de la République qui a affiché le handicap comme « priorité de son quinquennat » ?

Depuis 2005 et la loi Boisseau-Montchamp, poursuivant la remise en cause du droit à une scolarisation adaptée à la nature et au degré du handicap, les gouvernements successifs ont imposé le dogme de l'inclusion systématique au cœur de leur politique éducative, remettant en cause la prise en charge spécifique due à chaque élève.

L'acte 2 de l'école inclusive impulsée aujourd'hui par le Président Macron, c'est l'accélération de la fermeture des structures spécialisées, IME notamment, c'est toujours plus d'inclusion systématique en classes ordinaires.

L'acte 2 de l'école inclusive, c'est aussi la création des PAS, les « pôles d'appui à la scolarité » qui permettraient à l'Éducation Nationale de contourner la MDPH et ainsi d'avoir la main sur les notifications pour pouvoir réduire encore les aides d'AESH individuelles nécessaires à chaque élève.

L'acte 2 de l'école inclusive, c'est encore le projet de fusion des personnels AESH et AED avec la création d'un métier « d'accompagnant à la réussite éducative ». Le Président Macron envisage ainsi de changer les missions des AESH.

Personne ne peut être dupe, l'acte 2 de l'école inclusive n'entend pas donner plus de moyens humains ni plus de soins aux élèves qui en ont besoin.

L'acte 2 de l'école inclusive, c'est la poursuite de la destruction de l'enseignement spécialisé ; la maltraitance qui en résulte désorganise un peu plus l'École publique qui manque déjà cruellement de postes et de personnels pour assurer les remplacements, pour abaisser les effectifs, pour restaurer la prise en charge de la grande difficulté scolaire (RASED

L'acte 2 de l'école inclusive, c'est pour réaliser encore plus de sordides économies budgétaires sur le dos des élèves les plus fragiles et des personnels AESH dont la précarité et les conditions de travail sont la honte de notre ministère et de l'État employeur tout entier.

C'est révoltant et indigne !

La Fédération FO de l'enseignement, avec les fédérations FO de l'Action Sociale, des Services publics et de santé avec le soutien de la Confédération FO revendique :

- la restauration de l'enseignement spécialisé et adapté
- le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médicaux sociaux
- le statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH
- le retrait de l'Acte 2 de l'école inclusive,
- l'abandon des PIAL qui en mutualisant les AESH a drastiquement réduit l'aide aux élèves en situation de handicap
- l'abandon du projet de PAS (pôles d'appui à la scolarité), censuré dans la loi de Finances 2024 par le Conseil Constitutionnel.

La colère est bien là, partout. Dans un contexte de paupérisation des salariés, de dégradation des services publics, de recul des droits, de dégradation généralisée de l'École publique, le Président MACRON, le gouvernement ATTAL et sa ministre seraient bien inspirés d'entendre cette colère et de satisfaire les revendications car s'ils persistent dans leur mépris pour l'École publique et les élèves qu'elle accueille, nous n'en resterons pas à l'action d'aujourd'hui.

Nous allons être reçu à la DSDEN, nous exposerons des situations alarmantes concrètes, déjà connues de l'Administration, pour lesquelles nous demandons des solutions d'ici les prochaines vacances d'hiver.

Les enfants en souffrance dans les classes ordinaires doivent pouvoir intégrer les structures adaptées à leurs besoins, les personnels AESH doivent être reconnus et pouvoir assurer correctement leurs missions à la seule mesure des besoins des élèves et pas du rationnement par les PIAL et autres PAS, les enseignants doivent pouvoir enseigner dans la sérénité !

La maltraitance des personnels et des élèves doit maintenant cesser.